

# **L'Union Européenne brise le tabou des droits humains au Maroc**

**13.01.2023 L'Union Européenne brise le tabou des droits humains au Maroc**

Le Parlement Européen tiendra la semaine prochaine une séance plénière pour discuter des droits humains au Maroc, une première en 25 ans. Cette décision a été prise suite au scandale de corruption « MoroccoGate » qui a touché l'institution européenne, et une résolution d'urgence sera soumise au vote mardi prochain.

Le cas d'Omar Radi, journaliste marocain critique et emprisonné en 2021 pour des accusations de viol et d'espionnage, sera discuté dans l'hémicycle de Strasbourg. Amnesty International a dénoncé un procès inéquitable. Selon l'eurodéputé The Left Miguel Urban, cette position inhabituelle est due à la pression des groupes politiques sociaux-démocrates S&D et The Left, qui ont poussé pour cette résolution, malgré leur position pliée aux intérêts du Maroc jusqu'à présent. Cela est dû, selon lui, au rôle clé que joue le Maroc dans le contrôle des flux migratoires, du terrorisme et d'autres aspects géostratégiques, écrit le journal belge *Le Soir*.

**A lire : Scandale au parlement européen : voici la réaction du Maroc**

Une source au sein de l'institution européenne a déclaré que le scandale de corruption MoroccoGate a ouvert la voie à ce débat sur les droits humains au Maroc au Parlement européen, cette résolution ouvrant ainsi une brèche dans un grand tabou politique qui existait jusqu'à présent, malgré les articles de presse qui ont évoqué l'implication du Maroc.

Ce projet de résolution sur les droits humains au Maroc, d'après un porte-parole du groupe politique S&D, était en cours d'élaboration depuis un moment, mais il n'a pas donné de précisions. Il a également rappelé que le groupe a demandé et soutenu plusieurs résolutions d'urgence sur le Maroc ces dernières années, en citant les cas des journalistes marocains Maati Monjib et Omar Radi, ainsi que l'utilisation de mineurs par les autorités marocaines dans la crise migratoire de Ceuta.

Le scandale a démarré avec l'arrestation en Belgique de Pier Antonio Panzeri, ancien leader syndical et ex-eurodéputé de gauche, pour soupçon de corruption dans le cadre d'une enquête qui ébranle le Parlement européen. Il est soupçonné d'être « intervenu politiquement auprès de députés européens en faveur du Qatar et du Maroc, contre paiement. » Les enquêteurs ont trouvé 600 000 euros en liquide dans son appartement à Bruxelles et sa femme et sa fille sont soupçonnées d'être au courant de ces activités illégales et même d'avoir participé au transport de cadeaux reçus de la part de l'ambassadeur marocain en Pologne, Abderrahim Atmoun. Les documents judiciaires indiquent que Panzeri et Atmoun étaient de « bons amis » et se retrouvaient régulièrement en tant que coprésidents d'un organe d'échanges entre les Parlements européen et marocain. L'enquête est toujours en cours.

**Source**

: <https://www.bladi.net/union-europeenne-tabou-droits-humains-maroc,99286.html>